

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur :  
**centraledesmarchés.com**

Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute)  
e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2018, 4,16 € ht la ligne, ce qui correspond à 1,76 € ht le mm/col.  
Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Avis d'attribution

marchés publics et privés

### SIAEP de la Région de Questembert

Extension et renouvellement  
des réseau d'eau potable et d'eaux usées  
sur le territoire, programme 2019

#### AVIS D'ATTRIBUTION

Référence : 2018-05.

Objet de la consultation : extension et renouvellement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées sur le territoire du SIAEP de la Région de Questembert, programme 2019.

Entité publique : SIAEP de la Région de Questembert.

Type d'annonce : annonce d'attribution.

Type de procédure : procédure adaptée >= 90 k euros HT.

Détail de l'annonce : marchés attribués à :

Lot 1 : entreprise SBCEA pour un montant de 246 603 euros HT.

Lot 2 : entreprise Satec pour un montant de 164 939,85 euros HT.

Date d'envoi à la publication : 2 octobre 2019.

### Logement

## Le loyer social peut augmenter en cours de bail

L'affaire opposait des locataires de HLM à leur propriétaire. Ils refusaient de supporter en cours de bail une augmentation de loyers liée au conventionnement de leur logement.

Mais dans ce cas particulier, le propriétaire ayant modifié la situation de son logement pour en faire un logement social, peut imposer une modification unilatérale à son locataire.

Le conventionnement à l'aide personnalisée au logement (APL), a dit la Cour, vise à assurer le droit au logement des locataires aux ressources modestes et à financer la construction ou l'amélioration du parc locatif social. Ces objectifs généraux justifient une entorse au principe de la loi du contrat, et ce n'est pas disproportionnée, concluent les juges.

Cette possibilité de conventionnement est ouverte aux organismes de HLM, aux sociétés d'économie mixte comme aux personnes privées.

(Cass. Civ 3, 18.1.2018, A 17-40.065).

### Immobilier, impôt

## La SCI prive d'abattements pour l'ISF

Si l'on est propriétaire de sa résidence principale au travers d'une société civile immobilière (SCI), l'abattement de 30 % de la valeur déclarée pour l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) n'est pas applicable.

En rappelant ce principe, la Cour de cassation rappelle que les déductions et abattements ne sont applicables qu'aux biens dont le contribuable est directement propriétaire et non à ceux qui appartiennent à un intermédiaire.

Lorsqu'il existe une SCI, ce n'est pas le bien qui se trouve dans le patrimoine du contribuable, mais les parts de la SCI, et c'est elle qui est propriétaire du bien imposable.

(Cass. Com, 18.10.2017, G 16-11.180).

## Avis administratifs

Communauté de communes  
AURAY QUIBERON  
TERRE ATLANTIQUE  
Révision du zonage

d'assainissement des eaux usées  
de la commune de Pluneret

### 2E AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 11 septembre 2019, le président de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le zonage d'assainissement collectif de la commune de Pluneret, volet «eaux usées», en vue de son approbation. L'enquête publique portera sur la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif.

À cet effet, Mme Claudine Petit-Pierre, ingénieur de la fonction publique territoriale en retraite a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par ordonnance de M. le Président du tribunal administratif de Rennes du 10 septembre 2019.

L'enquête se déroulera du lundi 7 octobre 2019 à 9 h 00 au mercredi 6 novembre 2019 à 17 h 00. Le dossier sera consultable en mairie durant toute la période de l'enquête, aux dates et heures d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 - 13 h 30 à 17 h 30, le mercredi de 8 h 30 à 12 h 00 - 13 h 15 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00. Il sera également consultable au siège de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, espace tertiaire Porte Océane 2, rue du Danemark, CS 70447, 56404 Auray cedex, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 - 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 - 13 h 30 à 16 h 30. Un poste informatique sera mis à la disposition du public en mairie de Pluneret pour consulter les éléments du dossier durant l'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Mme Sylvia Noblanc, technicienne traitement des eaux usées et métrologie, au siège d'Auray Quiberon Terre Atlantique ou à l'adresse mail :

[eau.assainissement@auray-quiberon.fr](mailto:eau.assainissement@auray-quiberon.fr)  
dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique. Il sera, en outre, également disponible durant l'enquête publique sur les sites internet de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ([www.auray-quiberon.fr](http://www.auray-quiberon.fr)) et de la commune de Pluneret ([www.pluneret.fr](http://www.pluneret.fr)).

La commissaire enquêtrice recevra en mairie :

- le lundi 7 octobre de 9 h 00 à 12 h 00,  
- le samedi 19 octobre de 9 h 00 à 11 h 30,

- le mercredi 6 novembre de 14 h 00 à 17 h 00.

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur cette révision du zonage pourront être consignées sur le registre déposé en mairie ou également être adressées par écrit en mairie ou par email à :

[eau.assainissement@auray-quiberon.fr](mailto:eau.assainissement@auray-quiberon.fr)  
à l'attention de la commissaire enquêtrice, de manière qu'elles puissent lui parvenir avant la clôture de l'enquête.

Cette révision de zonage d'assainissement a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus postérieurement à l'enquête, à la disposition du public, au siège de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, espace tertiaire porte Océane 2, 25, rue du Danemark, CS 70447, 56404 Auray cedex et en mairie de Pluneret, 7, place Vincent-Jolivet, 56400 Pluneret et pourront être communiqués à toute personne qui en ferait la demande pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront également publiés sur les sites internet de la communauté de communes et de la commune.

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique a été préalablement à la délivrance de construire nécessaire à l'installation de la centrale photovoltaïque «SC Centrale 3», sur le Guiscriff.

Le dossier d'enquête comprend une étude d'impact et l'autorité environnementale ainsi que le dossier de construction pendant 38 jours consécutifs du 23 octobre 2019 à 13 h 00 au 29 novembre 2019 à 17 h 00 et consultable aux horaires de mairie de Guiscriff.

Chacun pourra consigner ses observations sur le registre ou les a écrit, à la commissaire Mme Sophie Thomas, chargée en aménagement et développement, en mairie de Guiscriff Mairie, 56560 Guiscriff. La commissaire enquêtrice en mairie de Guiscriff :

- mercredi 23 octobre 2019 à 17 h 15,

- lundi 4 novembre 2019 à 12 h 00,

- jeudi 14 novembre 2019 à 20 h 00,

- samedi 23 novembre 2019 à 12 h 00,

- vendredi 29 novembre 2019 à 17 h 15.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable en version papier chaque jour habituel d'ouverture de la mairie de Guiscriff. Le dossier pourra également être consulté sur le site Internet des services de l'Etat du Morbihan ([www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)).

Le dossier pourra également être consulté sur un poste informatique de Guiscriff, aux horaires d'ouverture de celle-ci.

Toute précision ou information sur le projet pourra être adressée au pétitionnaire Centrale 3, Michel Vanquaeft Courriel : [direction@energi-3.fr](mailto:direction@energi-3.fr)

Les personnes intéressées pourront consigner directement leurs observations et propositions écrites sur le registre ouvert à cet effet ou par correspondance à la commissaire à la mairie de Guiscriff ou au [ddtm-sua-aclads@morbihan.fr](mailto:ddtm-sua-aclads@morbihan.fr).

Pendant toute la durée de l'enquête, les courriers et courriels envoyés au registre d'enquête et pendant tout le délai de l'enquête ou sur le site Internet de l'Etat pour les observations.

À l'issue de l'enquête, tout pourra prendre connaissance départementale des territoires de la mer du Morbihan et à la mairie de Guiscriff du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice. Les éléments seront également publiés sur le site Internet des services de l'Etat du Morbihan ([www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)). Le préfet du Morbihan est la pétente pour statuer sur la demande de permis de construire. À l'issue de l'enquête, il pourra délivrer un avis de construire assorti de conditions, ou un refus.